



Département  
de  
l'Ain

# COMMUNE DE CHALEINS

**Modification n° 3**  
Procédure simplifiée

## DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS POUR L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Approuvé le	: 09.09.1981
Révision n° 1 approuvée le	: 26.05.1993
Révision n° 2 prescrite le	: 20.09.2004
Révision n° 2 approuvée le	: 09.02.2010

# Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU, PLUi et cartes communales (liste indicative d'informations à fournir)

## 1. Intitulé du projet et état d'avancement

Procédure concernée (ex pour les PLU : élaboration, révision, DP ou DUP...)	Type de document (ex : POS, PLU communal ou intercommunal, carte communale)	Territoire concerné
Modification (procédure simplifiée)	PLU communal	Commune de Chaleins (01)

### En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi

Date de débat du PADD	Sans objet
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	Sans objet

## 2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable (compétente pour conduire la procédure d'urbanisme)	Monsieur le Maire de Chaleins, Gilbert GROS
Courriel	mairiechaleins01@gmail.com

## 3. Caractéristiques principales de la procédure

### 3.1. Caractéristiques générales du territoire

Nom(s) de la (ou des) commune(s) concernée(s)	Chaleins / code Insee : 01075
Nombre d'habitants concernés (au dernier recensement général de la population)	1 270 habitants (population légale INSEE 2015)
Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	
Superficie du territoire	1 706 hectares

### 3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ? *Annexe : la délibération engageant la procédure*

Le PLU, approuvé en 2010, nécessite d'être modifié sur les deux points suivants :

- Point n° 1 : conformément au 2<sup>ème</sup> paragraphe de l'article L151-11 du Code de l'urbanisme, désignation des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination ;
- Point n° 2 : assouplissement et harmonisation de la réglementation des clôtures dans plusieurs zones.

### 3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

*Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU*

#### Point n° 1

Le PADD du PLU approuvé en 2010 affiche l'objectif de « permettre la création de logements par réhabilitation des constructions existantes isolées ou situées dans les hameaux et dans certains anciens bâtiments agricoles qui ne sont plus exploités ni occupés et constituent un patrimoine rural à sauvegarder. [...] Elle [la Municipalité] recense sur l'ensemble de la commune une vingtaine de possibilités de créations de nouveaux logements par réhabilitation et estime qu'une dizaine d'entre elles seront effectives d'ici 2025 »

L'article 2 du règlement actuel de la zone N (qui recouvre l'ensemble des anciens bâtiments agricoles) admet en conséquence, sous réserves, le changement de destination à vocation d'habitat des constructions existantes, ainsi qu'à vocation artisanale pour permettre d'éventuelles installations d'artisans.

Or, suite à des évolutions du Code de l'urbanisme, le 2<sup>ème</sup> paragraphe de l'article L151-11 ne permet pas de mettre en œuvre les dispositions de l'article N2 précitées en l'absence de désignation expresse sur le zonage des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination. La Municipalité veut donc procéder à cette désignation.

#### Point n° 2

Dans le cadre de la modification n° 2 du PLU, la Municipalité a assoupli la réglementation des clôtures en limites séparatives dans les zones UB et 1AU pour tenir compte de nombreuses demandes émises par des particuliers d'édifier des murs pleins en limite séparative, justifiées par l'accentuation des promiscuités induites par la réduction de la taille moyenne des terrains observée ces dernières années, qui résulte de la volonté d'économiser l'espace.

Elle veut désormais, dans le même objectif harmoniser la réglementation des clôtures en limites séparatives de la zone UB avec celle de la zone 1AU et assouplir dans ces zones UB et 1AU la réglementation des clôtures en bordure de voie. Elle veut aussi harmoniser la réglementation de la composition des clôtures des zones A et N avec celle de zones UB et 1AU.

### 3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

#### Annexes :

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;
- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;

#### Point n° 1

La Municipalité désigne dans le cadre de la présente modification 16 bâtiments sur la base de critères liés à leur valeur patrimoniale, leur absence d'impact sur l'activité agricole et le paysage et leur desserte suffisante en voirie et réseaux.

Les modifications apportées au PLU portent ainsi :

- Sur le zonage : est ajouté un nouveau plan intitulé « 4.3 Plan de désignation des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination », comprenant un plan de repérage au 1/15 000<sup>e</sup> et un carnet de plans au 1/1 000<sup>e</sup> sur lequel sont précisément identifiées les bâtiments ou parties de bâtiments désignés ;
- Sur le règlement : est précisé à l'article N2 que seuls les bâtiments désignés au titre de l'article L151-11 du code de l'urbanisme sont concernés par les dispositions relatives au changement de destination.

Parmi ces 16 bâtiments, il est estimé qu'environ le tiers, soit 5 à 6 bâtiments, fera l'objet d'un changement de destination à vocation artisanale (des demandes ont été émises en mairie) et que les deux tiers restants, soit 10 à 11 bâtiments, à vocation d'habitat. Parmi ces dernières, il est en outre estimé comme le prévoit le PADD que seulement la moitié seront effectives d'ici 2025, soit environ 5 bâtiments. Depuis l'approbation du PLU, 8 logements ont été créés par changements de destination. Les modifications apportées s'inscrivent ainsi très bien dans les objectifs du PADD.

### Point n° 2

Les modifications apportées au PLU portent uniquement sur les articles 11 du règlement des zones concernées :

- En zone UB, en limites séparatives, les règles relatives à la hauteur et à la constitution des clôtures sont harmonisées avec celles de la zone 1AU ;
- En zones UB et 1AU, en bordure de voie, la hauteur maximale des clôtures est portée de 1,50 à 1,60 mètre, pour concilier l'intimité des résidents avec le maintien des ouvertures visuelles dans le tissu relativement aéré de ces zones, et les règles relatives à leur constitution sont harmonisées avec celles en limites séparatives ;
- Pour la clarté du règlement, la réglementation des clôtures des zones A et N est harmonisée avec celle des zones UB et 1AU.

**3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la CDPENAF, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, de mise à jour du zonage d'assainissement...) ?** Si oui, préciser

Le projet de modification du PLU fera l'objet :

- D'une notification aux personnes publiques associées ;
- D'une mise à disposition du public (la modification relève d'une procédure simplifiée et n'est donc pas soumise à enquête publique).

### 3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...

- les dispositions de la <u>loi Montagne</u> ?	Non
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?	Non
- une <u>DTA</u> ou <u>DTADD</u> ? Si oui, laquelle ?	DTA de l'aire métropolitaine de Lyon.
- un <u>SCoT</u> , un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la <u>loi « Grenelle 2 »</u> ?	SCOT Val de Saône-Dombes, modifié en mars 2013, en cours de révision notamment pour intégrer les dispositions relevant de la loi Grenelle 2.
- un (ou plusieurs) <u>SDAGE</u> ou <u>SAGE</u> ? Si oui, le(s)quel(s) ?	SDAGE Rhône – Méditerranée (2016-2021). SAGE : néant.

**3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme :** le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Le PLU en vigueur, approuvé en 2010, n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale.

## 4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

### 4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?

Point n° 1 : la désignation des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination, en permettant d'exploiter des bâtiments existants, favorise la limitation de l'étalement urbain.

## 4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<u>Point n° 2</u> : l'assouplissement de la réglementation des clôtures permet d'améliorer l'intimité des résidents, et ainsi de faciliter la réduction de la taille moyenne des terrains directement liée à la limitation de l'étalement urbain.
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	<u>Point n° 1</u> : la désignation des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination s'inscrit dans l'objectif du PLU : <ul style="list-style-type: none"> <li>Le PADD prévoit ≈ 20 possibilités de réhabilitations, dont ≈ 10 estimées effectives de 2010 à 2025 ;</li> <li>Depuis 2010, 8 logements ont été ainsi réalisés ;</li> </ul>
Sur quelles perspectives de développement ( <i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i> ) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>La présente modification identifie ≈ 10 possibilités, dont ≈ 5 estimées effectives d'ici 2025. Elle s'inscrit donc parfaitement dans les perspectives de développement fixées dans le PADD</li> </ul> <p>A noter que cette désignation permet simplement d'adapter les dispositions réglementaires du PLU aux évolutions du Code de l'urbanisme.</p>
<b>Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire : <del>oui</del> / non ? Si oui :</b>	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	<u>Point n° 1</u> : néant : les modifications sont uniquement destinées à permettre la valorisation d'anciens bâtiments agricoles, sans les étendre (le règlement stipule que leur changement de destination ne pourra être réalisé que « dans le volume existant et le respect de l'aspect architectural initial »).
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant ( <i>densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...</i> ) ont été préalablement examinées ?	<u>Point n° 1</u> : cette valorisation d'anciens bâtiments agricoles s'inscrit pleinement dans l'optimisation du tissu bâti existant, et donc participe directement à la limitation de l'étalement urbain.  Cette valorisation vient en complément des opérations réalisées depuis 2010 mettant en œuvre les objectifs du PLU d'optimisation du tissu urbain du village par renouvellement urbain, comblement des dents creuses et divisions de terrains bâtis.
Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation ( <i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i> ).	Sans objet : aucune ouverture à l'urbanisation.

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ?  <b>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?</b>
<u>Zone Natura 2000 ?</u>		x	Chaleins n'est pas couverte un site Natura 2000. Le plus proche (ZSC « <i>La Dombes</i> ») se localise à l'Est sur Villeneuve, à quelques centaines de mètres de la limite communale. <u>Point n° 1</u> : la désignation des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination, qui ne permet que la valorisation du bâti existant, n'affectera pas ce site Natura 2000.
<u>Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?</u>	x		La ZICO « <i>La Dombes</i> » recouvre uniquement la pointe Nord-Est du territoire de Chaleins. <u>Point n° 1</u> : aucun des bâtiments désignés ne se trouve dans le périmètre de cette ZICO.
<u>Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?</u>		x	
<u>Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ?</u>		x	Chaleins n'est pas couverte une ZNIEFF de type I. La plus proche (« <i>Etangs de la Dombes</i> ») recouvre des étangs sur Villeneuve à plus de 2,5 kilomètres de la limite communale. <u>Point n° 1</u> : la désignation des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination, qui ne permet que la valorisation du bâti existant, n'affectera pas cette ZNIEFF de type I.
<u>Arrêté préfectoral de protection de biotope ?</u>		x	
Continuité écologique connue ou repérée par la commune ou l'intercommunalité ou par un document de rang supérieur (SRCE, SCoT, DTA...) ?	x		Le SCOT identifie essentiellement une « <i>zone nodale</i> » (dans la « <i>cartographie des potentialités</i> ») qui traverse d'est en ouest la partie Nord de la commune en longeant la rivière la Mâtre et le bief de la Boulerie. Le SRCE identifie essentiellement des « <i>espaces perméables liés aux milieux aquatiques</i> » sur ce linéaire et un « <i>corridor d'importance régionale à remettre en bon état</i> » qui traverse d'est en ouest la partie centrale de la commune. <u>Point n° 1</u> : la désignation des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination, qui ne permet que la valorisation du bâti existant, n'affectera pas ces continuités. De plus : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aucun des bâtiments identifiés ne se trouve à proximité de ces cours d'eau ;</li> <li>• Seul un d'entre eux se situe dans le fuseau de ce « <i>corridor d'importance régionale</i> », en bordure de celui-ci.</li> </ul>
<u>Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?</u> Repérée par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire du Conseil général...) ? <u>Ou identifiée au titre de la convention de RAMSAR ?</u>	x		L'inventaire départemental des zones humides recense 3 zones humides sur Chaleins : « <i>Rivière de la Mâtre</i> » (sur la totalité de son linéaire), « <i>Bois humide de Chaleins</i> » au Nord du Bourg et « <i>Etangs de Barnu</i> » (en partie Sud de la commune). <u>Point n° 1</u> : aucun des bâtiments identifiés ne se trouve à proximité de ces zones humides. Les plus proches se trouvent à : <ul style="list-style-type: none"> <li>• ≈ 700 de la zone humide « <i>Rivière de la Mâtre</i> » ;</li> <li>• ≈ 500 de la zone humide « <i>Bois humide de Chaleins</i> » ;</li> <li>• ≈ 500 de la zone humide « <i>Etangs de Barnu</i> ».</li> </ul>



4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? <b>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate</b> de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti ( <u>monuments historiques</u> et périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, <u>zone de présomption de prescription archéologique...</u> ) ?		x	Aucune protection patrimoniale particulière ni zone de présomption de prescription archéologique n'est présente sur le territoire communal. <u>Point n° 1</u> : la désignation des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination permet conformément à l'objectif affiché dans le PADD de revaloriser et donc de pérenniser d'anciens bâtiments agricoles vernaculaires. Pour veiller au respect de cet objectif : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Seuls sont désignés les bâtiments répondant à des critères architecturaux retenus, notamment leur édification en pisé au moins une partie ;</li> <li>• Seuls pourront être admis leur changement de destination « <i>dans le volume existant et le respect de l'aspect architectural initial</i> » ;</li> </ul>
<u>Site classé</u> ou projet de site classé ?		x	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'article 11 de la zone N comprend déjà des dispositions satisfaisantes réglementant l'aspect extérieur des constructions.</li> </ul>
<u>Site inscrit</u> ou projet de site inscrit ?		x	
Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ( <u>ZPPAUP</u> ) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		x	
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		x	
<u>Directive de protection et de mise en valeur des paysages</u> ?		x	
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ?		x	<u>Point n° 1</u> : aucun des bâtiments identifiés ne se situe, conformément aux critères retenus par la Municipalité, dans les secteurs sensibles auxquels se rattache un enjeu paysager identifié dans l'étude paysagère menée par le bureau d'études SOBERCO Architecture et Paysage dans le cadre de l'élaboration du PLU.

4.4. Ressource en eau			
<b>Captages</b> : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(le)s ? <b>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate</b> de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?		x	Aucun captage d'alimentation en eau potable n'est présent sur la commune de Chaleins.
<b>Captages</b> :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(le)s ?

#### 4.4. Ressource en eau

			Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) <a href="#">des 500 captages prioritaires Grenelle 2</a> ?		x	
De captages repérés par un SDAGE Ou un SAGE?		x	
<b>Usages :</b>	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages?	x		<a href="#">Point n° 1</a> : tous les bâtiments sont desservis par le réseau d'eau potable, suffisant pour leur alimentation.
Y a-t-il risques de conflits entre ces différents usages ?		x	
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		x	
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	x		<a href="#">Point n° 1</a> : le zonage d'assainissement, annexé au PLU, établi que, suite à l'analyse de l'aptitude des sols à l'assainissement autonome, l'ensemble des terrains identifiés est apte à l'assainissement non collectif. En outre, la communauté de communes Val de Saône Centre, compétente pour le SPANC, assure l'ensemble des contrôles réglementaires : contrôles de conception et d'exécution des installations neuves et réhabilitées et contrôles périodiques de fonctionnement et d'entretien des installations existantes (contrat de délégation de service avec Suez).

#### 4.5. Sols et sous-sol, déchets

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? <b>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs</b> par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués ( <a href="#">base de données BASOL</a> ) ?		x	



#### 4.5. Sols et sous-sol, déchets

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? <b>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?</b>
Anciens sites industriels et activités de services ( <i><u>base de données BASIAS</u></i> ) ?		x	
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		x	
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		x	

#### 4.6. Risques et nuisances

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? <b>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?</b>
Risques ou aléas naturels ( <i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i> ), industriels, technologiques, miniers connus ?		x	<u>Point n° 1</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>Aucun bâtiment n'est affecté par des risques naturels, hormis l'aléa faible lié au retrait-gonflement des argiles et le risque de séisme (zone 2).</li> <li>Aucun bâtiment n'est affecté par des risques technologiques (le plus proche des canalisations de transport de gaz Ars-Vendecy se trouve à plus de 200 mètres de celles-ci).</li> <li>Aucun bâtiment ne se trouve à proximité des lignes électriques 225 kV et 63 kV qui traversent la partie Sud de la commune (le plus proche se trouve à plus de 600 mètres de celles-ci).</li> </ul>
Plans de prévention des risques ( <i>naturels, technologiques, miniers</i> ) approuvés ou en cours d'élaboration ?		x	
Nuisances connues ( <i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i> ) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?		x	<u>Point n° 1</u> : le changement de destination à vocation artisanale est autorisé à « condition que l'activité artisanale, par sa nature ou sa fréquentation induite, ne risque pas de nuire à la sécurité, la salubrité, la tranquillité ou la bonne ordonnance des quartiers environnants », pour préserver les proches habitations d'éventuelles nuisances, notamment sonores ou olfactives.
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?	x		Chaleins n'est concernée ni par un plan d'exposition au bruit ni par un plan de gêne sonore. L'arrêté préfectoral du 09/09/2016 fixe le classement des infrastructures de transports terrestres du département de l'Ain. Seule la pointe Sud de la commune est affectée par le bruit induit par la RD 44 classée en catégorie 3 (largeur de 100 mètres de part et d'autre de la voirie). <u>Point n° 1</u> : aucun bâtiment ne trouve à proximité de la RD 44 (le plus proche se trouve à ≈ 1500 mètres de celle-ci).

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
<u>Plan de protection de l'atmosphère</u> (PPA) ?		x	
Enjeux spécifiques relevés par le <u>schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie</u> (SRCAE) ?		x	Rien n'est prévu à l'échelle communale dans le SRCAE de Rhône Alpes (avril 2014).
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		x	

## 5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (*facultatif*)

Les modifications apportées ont un impact globalement positif sur l'environnement :

- La désignation des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination au titre de l'article L151-11 du Code de l'urbanisme (qui permet simplement d'adapter les dispositions du PLU aux évolutions du Code de l'urbanisme) :
  - Concernant la qualité de l'air, induira certes, par l'augmentation du nombre de logements et d'activités dans les écarts, un surcroît de circulation automobile qui générera une source de pollution supplémentaire ;
  - Mais, concernant le patrimoine bâti, permet conformément à l'objectif affiché dans le PADD de revaloriser et donc de pérenniser d'anciens bâtiments agricoles vernaculaires ;
  - Et, en permettant d'exploiter des bâtiments existants, favorise la limitation de l'étalement urbain.
  - En outre, n'a pas d'incidence notable sur les autres thèmes environnementaux (activité agricole, biodiversité, paysage, qualité de l'eau, nuisances...) ;
- L'assouplissement de la réglementation des clôtures :
  - permet d'améliorer l'intimité des résidents, et ainsi d'encourager la réduction de la taille moyenne des terrains ;
  - permet de concilier cette intimité des résidents avec le respect des sensibilités paysagères liées aux ouvertures visuelles.

## 6. Annexes (*rappel*)

Pour les élaboration ou révision de PLU ou PLUi ou de carte communale	Pour les PLU et PLUi : le projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU	<input type="checkbox"/>
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	<input type="checkbox"/>
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	<input type="checkbox"/>
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	<input type="checkbox"/>
Pour tous	<del>La délibération</del> prescrivant la procédure L'arrêté	<input checked="" type="checkbox"/>